

# MAIRIE DE BRESLES

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### DU CONSEIL MUNICIPAL

L'An Deux Mille seize  
Le MERCREDI 09 NOVEMBRE

Le Conseil municipal, dûment convoqué en date du 03 novembre 2016, s'est réuni, sous la présidence de Monsieur CORDIER Dominique, **MAIRE**

**PRESENTS** : Mesdames et Messieurs DUTHOIT André – FUMERY Anne – CRUCET Christophe – JUNOD Karine - **ADJOINTS**.

Mesdames et Messieurs LAURENT Daniel – FABUREL Josette – CHOQUET Patrick – CHAMBRELANT Rose-May – LIEURE Thérèse – MAGNIER Michel – PIEROZAK Dina – LEVESQUE Patrick – DUTRIAUX Bruno – LEONARDI Frédéric – DUCHE-THOURILLON Isabelle – MUNIO Bertrand – MACAIRE Aurélie – MAISON Emilie – PULLEUX Sébastien – VANDEWALLE Franck – GILLAIN Régine – DENAIN Véronique - **CONSEILLERS MUNICIPAUX**.

**ABSENTS REPRESENTES** : Madame FEDELI Valérie donne pouvoir à Monsieur CHOQUET Patrick  
Madame FABUREL Christine donne pouvoir à Monsieur VANDEWALLE Franck

**ABSENT EXCUSE**: Monsieur CHISS Lionel

**ABSENTE** : Madame CAYER Anne-Françoise

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Madame DUCHE-THOURILLON Isabelle

Réf : 2016/7-6

### APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'ordonnance n°2012-11 du 05 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,

VU l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 et le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatifs à la partie législative et à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme ;

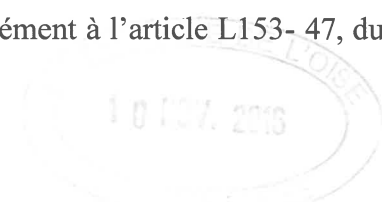
VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L 151-1 et suivants, L 152-1 et suivants, L 153-1 et suivant et R 153-1 et suivants ;

VU l'article 12 du décret du 28 décembre 2015 susvisé, qui dispose que les articles R. 123-1 à R. 123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 restent applicables aux plans locaux d'urbanisme qui font l'objet, après le 1er janvier 2016, d'une procédure de modification ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bresles approuvé par délibération du conseil municipal en date du 29 juin 2011.

VU la notification du projet de modification simplifiée n°1 à la préfecture de l'Oise en date du 23 septembre 2016 et aux personnes publiques associées en date du 12 août 2016.

VU la mise à disposition du dossier de modification simplifiée n° 1 conformément à l'article L153- 47, du 5 octobre 2016 au 5 novembre 2016.



Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal les avis motivés des personnes publiques associées et les observations du public enregistrés et conservés lors de la mise à disposition et tire le bilan de cette mise à disposition.

A cet effet, il rappelle :

- l'avis favorable de la CCI « dans la mesure où elles n'affectent ni développement durable, ni les ressortissants de la chambre de commerce et industrie ».
- la réponse en date du 18 août 2016 de la Direction Départementale des Territoires de l'Oise
- les observations émises par la famille QUENTIN dans le cadre de la mise à disposition du dossier de modification simplifiée n°1.

Aussi, il apparaît que la mise à disposition du dossier de modification simplifiée n°1 mise à disposition du public du 5 octobre au 5 novembre 2016, ainsi que la consultation des personnes publiques associées, ne font pas ressortir de contradictions ou d'irrégularités juridiques.

Par conséquent, Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil Municipal d'approuver cette modification simplifiée n°1 du PLU.

Entendu l'exposé du maire, après avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide :

**DE PRENDRE** en compte les avis et observations du public sans pour autant procéder à des corrections étant donné la cohérence du projet initial avec ces derniers.

**D'ADOPTER** la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme telle qu'elle est annexée à la présente délibération.

Conformément à l'article R 153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal diffusé dans le département.

Cette délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs.

Conformément à l'article L153-48, la présente délibération et les dispositions engendrées par le PLU ne seront exécutoires qu'après :

- l'accomplissement des mesures de publicité,
- sa transmission au préfet.

Pour copie conforme  
LE MAIRE,  
Dominique CORDIER

